

La politique de la Pologne envers la Russie : tentatives et perspectives

jeudi 1er mai 2008, par [Sławomir DEBSKI](#)

Citer cet article / To cite this version :

[Sławomir DEBSKI](#), **La politique de la Pologne envers la Russie : tentatives et perspectives**, *Diploweb.com : la revue géopolitique*, 1er mai 2008.

Hum... Vous semblez apprécier le DIPLOWEB.COM. Nous vous en remercions et vous invitons à participer à sa construction.

Le DIPLOWEB.COM est LE media géopolitique indépendant en accès gratuit, fondé en l'an 2000. Nous vous proposons de participer concrètement à cette réalisation francophone de qualité, lu dans 190 pays. Comment faire ? Nous vous invitons à verser une participation à votre convenance par PayPal via [la page suivante](#). Vous pouvez aussi rédiger un chèque à l'ordre du DIPLOWEB.COM et l'adresser à Diploweb.com, Pierre Verluise, 1 avenue Lamartine, 94300, Vincennes, France. Ou bien encore faire un virement bancaire en demandant un RIB à l'adresse expertise.geopolitique@gmail.com.

Avec 5 000€ par mois, nous pouvons couvrir nos principaux frais de fonctionnement et dégager le temps nécessaire à nos principaux responsables pour qu'ils continuent à travailler sur le DIPLOWEB.COM.

Avec 8 000€ par mois, nous pouvons lancer de nouveaux projets (contenus, événements), voire l'optimisation de la maquette du site web du DIPLOWEB.COM.

Parce que la Pologne a fait la preuve depuis 2004 qu'elle n'est pas entrée dans l'Union européenne pour rester spectatrice, il importe de connaître ses intentions géopolitiques. Le Directeur de l'Institut polonais des affaires internationales a accepté de rédiger en français pour le diploweb.com une présentation de la politique de la Pologne envers la Russie. Il aborde successivement les présidences de B. Eltsine et V. Poutine, l'adhésion de la Pologne à l'OTAN et à l'UE, le rôle de la Pologne en Europe de l'Est, la place que la Russie réserve à la Pologne, la situation en Ukraine, l'embargo russe sur la viande polonaise, les tentatives pour dépasser les passifs et les perspectives.

A L'EXCEPTION D'UN COURT EPISODE dans les années 1991-1993, l'état des relations polono-russes reste depuis des années à un niveau médiocre et insatisfaisant pour la Pologne. C'est uniquement durant la première période du gouvernement de Boris Eltsine (1990-1999), quand il a tenté de combattre radicalement l'héritage communiste en Russie et envisagé la création d'un « Nuremberg du Communisme », un tribunal spécial dont la tâche serait de juger les crimes de cette idéologie - que la Pologne, avec ses traditions de lutte pour la liberté et la démocratie, le syndicat « Solidarnosc » et son président Lech Wałęsa au pouvoir, apparaissait comme un allié potentiel attractif. C'est dans cette période que l'armée post-soviétique a été retirée du territoire polonais, que la Pologne a obtenu la majorité des documents concernant « l'affaire Katyń », le massacre des officiers polonais assassinés par le NKVD en 1940 lors de la guerre polono-soviétique débutée en 1939. Les historiens polonais ont obtenu l'accès aux archives soviétiques. En août 1993, pendant sa visite à Varsovie le président Boris Eltsine a même exprimé l'opinion que les efforts de la Pologne pour devenir membre de l'OTAN n'étaient pas contraires aux intérêts de la Russie. Seulement quelques jours après son retour à Moscou, B. Eltsine a pourtant succombé à la pression des « têtes dures » - conseillers, hommes militaires et diplomates, élevés dans l'idée impériale. Dans sa lettre aux leaders des pays occidentaux il a changé sa position et s'est opposé vigoureusement aux aspirations polonaises d'adhérer à l'OTAN.

Depuis ce moment, la question de l'adhésion de la Pologne à l'Alliance atlantique a toujours pesé sur les rapports polono-russes. La Russie essayait de les réduire au minimum, d'ignorer Varsovie comme si elle n'existait pas sur la carte de l'Europe en tant qu'unité politique indépendante. Moscou a constaté que la Pologne, n'appartenant pas à la « zone d'influence russe », est devenue automatiquement partie prenante d'une autre « zone d'influence ». Dans ce cas, il n'y a pas de raisons de maintenir des contacts intensifs avec elle. Les hommes politiques russes disent alors souvent que, puisque la Pologne est devenue un pays « client de l'Ouest », la Russie en discutera avec ses protecteurs « présents ». On entend encore de telles opinions en 2008, quoique, depuis l'adhésion de la Pologne à l'Union européenne, le 1er mai 2004, les hommes politiques russes commencent à se rendre compte de l'inexactitude de cette hypothèse.

Ceci résulte non seulement du fait que la Pologne a efficacement bloqué en 2006 et 2007 les négociations Union européenne - Russie sur le nouvel Accord de Partenariat et de Coopération, mais surtout du soutien très efficace apporté par la Pologne à la « révolution orange » en Ukraine en 2004. Moscou s'est rendu compte que, sans la détermination des Polonais et l'efficacité de leur diplomatie, l'Occident se résignerait plus facilement à l'étouffement des aspirations démocratiques de la société ukrainienne, suivant une question

prétendument rhétorique, si souvent posée dans le passé : « Et qu'est ce que nous avons pu faire ? ». Au Kremlin, ils savent bien que pour la majorité des pays européens de bonnes relations avec la Russie ont d'habitude la priorité sur le besoin de défendre les valeurs et standards démocratiques. Entre temps la Pologne, nouveau membre de l'Union européenne, « un pays satellite de l'Ouest » a réussi à influencer la position de l'Union européenne et des Etats-Unis . L'Occident a défendu ses propres valeurs dans son voisinage le plus proche peut-être pour la première fois depuis l'élargissement du 1er mai 2004.

En conséquence, la politique de la Russie envers la Pologne s'est durcie. La Russie glorifie le « système de Yalta » (1945), ayant prétendument apporté la liberté à l'Europe, et le président Vladimir Poutine a humilié la Pologne aux yeux du monde entier en 2005 lors de l'anniversaire de la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Bien que la Pologne ait occupé la quatrième place quant au nombre de soldats engagés dans cette guerre contre les Allemands, ce qui la positionnait avant la France, le président de la Russie a passé sous silence la contribution de la Pologne à la victoire sur le fascisme, sans oublier pourtant de mentionner les mérites des anti-fascistes italiens et allemands. Qui plus est, ce geste a été renforcé par le renvoi du président polonais Aleksander Kwaśniewski au troisième rang des invités lors de la cérémonie sur la Place Rouge à Moscou (9 mai 2005). La Russie gardait rancune à la Pologne d'avoir non seulement soutenu le « camp de la Révolution orange » mais aussi du fait que ce soutien s'est avéré efficace. Et que l'engagement de la Russie, y compris l'engagement personnel du président V. Poutine, ait abouti à un échec flagrant et à son discrédit.

Après les élections parlementaires et présidentielles en Pologne en 2005 l'on attendait une « nouvelle ouverture ». Effectivement, le nouveau président Lech Kaczyński déclarait qu'un de ses objectifs les plus importants serait l'amélioration des relations avec la Russie, la rencontre avec le président V. Poutine et la visite du président russe en Pologne. La réalisation de ses projets devait être facilitée par Stefan Meller, le nouveau ministre des Affaires étrangères et l'ancien ambassadeur polonais à Moscou. Mais la Russie a décidé d'élargir son propre champ de négociations en introduisant un embargo sur la viande polonaise et sur une série des produits végétaux, motivant sa décision par la découverte de contrefaçons dans les documents d'export et par des raisons phytosanitaires. Une décision particulière, puisque c'était les autorités polonaises qui avaient découvert le procédé de falsification des documents d'exportation de la viande à destination de la Russie. Le gouvernement de Marek Belka a partagé cette information avec les Russes, en leur proposant une investigation commune, pour créer un climat de confiance mutuelle et développer une coopération pratique et pragmatique. Moscou a pourtant utilisé ces informations pour attaquer le nouveau gouvernement, formé après les élections de 2005.

Au début, les nouvelles autorités polonaises essayaient de proposer une solution du problème au niveau bilatéral. Puis, quand ceci s'est avéré inefficace, elles se sont adressées à l'Union européenne. Ses organes s'en sont occupé avec réticence. Dans cette situation, à la fin de l'année 2006 la Pologne a bloqué les négociations sur le nouveau partenariat UE-Russie. Pendant un an les rapports polono-russes sont restés dans l'impasse. La Russie, en dépit d'une vérification négative des accusations envers les exportateurs polonais, faite par les services de la Commission européenne, n'a pas voulu lever l'embargo sur l'importation des produits alimentaires polonais, craignant d'admettre ainsi que les motifs de son opposition étaient d'un caractère politique. Et la Pologne refusait toute négociation bilatérale, considérant que la solution au problème relevait uniquement des compétences de l'Union européenne. La

perspective des élections nouvelles en Pologne a été vue par les deux parties comme une chance de sortir de l'impasse. Le gouvernement de Jarosław Kaczyński a commencé à recevoir des signes de Moscou. Indépendamment du résultat des élections, la Russie se disait prête à mettre fin au conflit sur les produits alimentaires polonais, pour ouvrir la voie à des négociations avec l'Union européenne.

Après les élections parlementaires emportées par la Plateforme Civique, Donald Tusk a aussi déclaré la volonté d'améliorer les relations avec la Russie. Ceci est la preuve que de telles déclarations sont devenues un élément constant de la politique polonaise. Depuis plus d'une dizaine d'années, chaque gouvernement polonais – indépendamment de sa configuration politique – déclare sa volonté de tenter d'améliorer les rapports avec la Russie. L'opinion publique polonaise verrait donc une concrétisation de ces tentatives avec satisfaction. Elle s'intéresse à la problématique de l'Europe orientale et la connaît mieux que les sociétés des autres pays de l'Union européenne. Il n'est pas surprenant alors que l'attention des hommes politiques polonais se focalise sur les relations polono-russes. Néanmoins, aucun gouvernement polonais n'est arrivé à améliorer durablement les rapports avec la Russie. Cette fois, cependant, la Pologne est favorisée par la conjoncture. La Russie en a besoin pour neutraliser les opinions critiques sur la démocratie russe « souveraine » et l'artificialité des changements des autorités de la Fédération de Russie. La diplomatie polonaise profite habilement de l'occasion pour élargir son champ de manœuvre, en particulier dans l'Union européenne. Varsovie s'est rendu compte que l'impasse dans les relations avec la Russie nuit aux influences polonaises au sein de l'Union européenne. D'une part, les cercles réticents aux évolutions des relations entre la Russie et la Pologne ont essayé de disqualifier les Polonais en les présentant comme des « russophobes ». De l'autre côté, un groupe de nombreux pays membres ayant leurs propres raisons pour ne pas être favorables à l'idée d'intensification des relations avec Moscou utilisait volontiers et gratuitement le paravent polonais. Officiellement ces pays pouvaient assurer la Russie de leur bonne volonté, rendant la Pologne responsable de la crise dans les relations UE – Russie. L'intensification de l'activité dans la direction russe par Premier ministre Donald Tusk et par Radosław Sikorski, nouveau ministre des Affaires étrangères, a donc de fortes chances de rendre réelle la politique de l'Union européenne envers son plus grand voisin oriental.

Ici, il faudrait cependant ajouter quelques remarques générales. L'état des relations polono-russes est certainement lié directement à la position de la Pologne dans l'Union européenne. L'intérêt russe pour la Pologne augmente proportionnellement à l'importance croissante de la Pologne dans l'Union européenne et à ses possibilités d'influencer la politique de la Communauté européenne. Plus la Pologne est forte, plus la Russie est déterminée à améliorer ses rapports avec Varsovie. A long terme, l'intérêt de Moscou consiste à s'assurer que le mauvais état des relations avec la Pologne n'influence pas l'évolution des rapports UE – Russie. D'autant plus que le nouvel Accord de Partenariat et de Coopération devra être ratifié par l'ensemble des pays membres, y compris la Pologne.

Le gouvernement de D. Tusk, se rendant compte d'une conjoncture favorable et de son conditionnement, essaie d'intensifier sa politique envers la Russie, en signalant la volonté d'agir pour améliorer les rapports. La visite récente du Premier ministre polonais à Moscou indique que cette ouverture déclarée apporte certains résultats. Dernièrement, la Russie a partiellement levé l'embargo sur les produits alimentaires polonais. Il n'est pas exclu qu'en échange la Pologne retire son objection envers les négociations sur le nouvel APC.

De l'autre côté, Varsovie sait bien que les possibilités d'achever les changements profonds dans les relations polono-russes sont très limitées. A long terme, les intérêts de la Pologne et de la Russie sont structurellement divergents, voire contradictoires. La Pologne est membre de l'OTAN, et la Russie perçoit l'Alliance Atlantique comme une barrière institutionnelle l'empêchant de réaliser sa propre vision du monde. La Russie est aussi opposée aux plans américains de développer le bouclier anti-missiles et à la participation de la Pologne à ce projet. Du point de vue de Varsovie, la coopération sur le développement de « Missile Defence » présente une occasion d'augmenter le niveau de sa propre sécurité et d'accélérer la modernisation de ses forces armées. Le gouvernement polonais a l'intention d'en discuter avec les Russes, mais le résultat de ces négociations n'aura pas d'influence sur le cours des négociations polono-américaines, ni sur la décision finale des autorités polonaises. A cette liste, il faut ajouter les différences d'intérêts dans le domaine qui est dernièrement devenu essentiel pour la Russie, à savoir la politique énergétique. La Russie est un exportateur de matières premières, visant à limiter sa dépendance vis à vis des pays de transit. Et la Pologne est un pays de transit, dont l'objectif est de diversifier les sources des livraisons du gaz naturel, donc d'affaiblir la position de la Russie en tant que fournisseur le plus important de l'Union européenne.

De plus, il faut se rappeler que les relations polono-russes sont régies par quelques principes. Premièrement, il s'agit de la différence des potentiels. La Russie est un pouvoir régional ayant des aspirations suprarégionales, subissant un processus difficile et pénible de « dé impérialisation ». La Pologne est un pays de superficie moyenne, possédant des influences importantes en Europe centrale suite à ses succès dans le processus de transformation du régime politique dont les expériences constituent pour les pays de la région un point de référence dans l'évaluation de leurs propres progrès de transformation. L'état des relations entre les pays ayant des potentiels différents est toujours plus influencé par la partie la plus forte, car elle possède des possibilités plus grandes d'autolimitation pour maintenir de bonnes relations.

Deuxièmement, dans la politique russe les relations avec la Pologne sont souvent élevées au rang de symbole, surtout dans le contexte des tendances s'intensifiant depuis quelques années en Russie et visant à lui rendre la position et l'importance globale qu'elle avait au temps de l'Union soviétique. La Pologne, ancien satellite soviétique majeur, représente maintenant une barrière significative à ces aspirations.

Troisièmement, la Pologne et la Russie sont séparées par des visions contradictoires concernant l'évolution de leur voisinage commun. Le succès de la transformation polonaise rayonne sur toute l'Europe de l'Est, renforçant les aspirations proeuropéennes des sociétés de l'Europe orientale. Si nous reconnaissons que dans l'Europe de l'Est il y a, à présent, une rivalité entre deux modèles d'évolutions alternatifs : un post-soviétique, basé sur un lien fort entre les sphères politique, économique et criminelle, et un européen, se référant à une vision du progrès civilisationnel basé sur les normes et les valeurs étant le fondement de l'intégration européenne, la Pologne, bon gré mal gré, joue le rôle d'un centre régional de gravité politique, économique et culturel. Elle devient un guide pour la promotion civilisationnelle, une porte donnant aux élites politiques et aux sociétés des pays d'Europe orientale l'accès aux pays les plus développés et la possibilité d'adopter leurs valeurs et de les imiter. La Russie - étant un centre du modèle d'évolution post-soviétique - perçoit de telles tendances comme une concurrence à ses propres influences. Le modèle de développement qu'elle préfère favorise le

maintien des pays d'Europe de l'Est dans la zone du monopole politique et économique russe. Ceci se double avec le processus de « dé impérialisation ». De nombreux hommes politiques russes perçoivent l'élargissement et le renforcement des normes et des habitudes démocratiques ainsi que les standards de l'Union européenne en Europe de l'Est comme une continuation du processus de désagrégation de l'empire soviétique et sont prêts à s'y opposer par tous les moyens possibles.

Les Russes sont conscients du fait que ces deux modèles de développement rivalisent en l'Europe de l'Est. Alors, voulant améliorer les relations avec la Pologne et l'Union européenne, ils proposent un « armistice ». Dans une interview publiée dans la presse polonaise le 7 février 2008, à la veille de la première visite du Premier ministre Donald Tusk à Moscou, le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, a proposé un « désarmement idéologique ». « Nous avons renoncé à notre idéologie et nos partenaires occidentaux ne l'ont pas fait. Ils considèrent toujours que leur idéologie est juste. (...) Le désarmement idéologique international doit être bilatéral »[1]. Il n'est pas exclu que ces paroles sur la nécessité de purifier idéologiquement les relations internationales cachent une conception de fonder les relations de la Russie avec l'Ouest sur une nouvelle version de la Paix d'Augsbourg de 1555 : « cuius regio eius religio ». Ceci devrait signifier que là où s'étendent les intérêts des élites russes, le déficit de démocratie ne devrait pas déranger l'Ouest.

Le concept d'« armistice idéologique » a pourtant un point faible. Il ne prend pas en considération les aspirations potentielles des sociétés d'Europe de l'Est. Aucun pays membre de l'Union européenne n'est capable de mobiliser des millions de gens pour une lutte en faveur d'élections libres et honnêtes, comme ceci a eu lieu pendant les révolutions en Géorgie et en Ukraine. Et encore moins de les encourager à adopter le drapeau étoilé de l'Union européenne comme le symbole de leurs propres aspirations. L'Union européenne est associée en Europe de l'Est avec l'Etat de droit, l'ordre, et les perspectives de bien-être pour tous. Et le modèle post-soviétique est généralement considéré comme inefficace et offrant les chances au bien-être aux seuls membres des élites politiques, économiques et criminelles.

Comme les autres pays membres de l'Union européenne, la Pologne ne pourra pas accepter la formule de « l'armistice idéologique ». Il faut reconnaître que dans le monde du 21^{ème} siècle quelques principes et valeurs sont considérés comme universels, et la Russie n'est pas une exception. Ce sont les droits de l'homme, l'Etat de droit, le respect des règles du pluralisme politique et des élections démocratiques libres. Les pays du monde ne peuvent pas être d'accord pour le déficit de démocratie ou le manque de respect des droits de l'homme.

Les paroles de S. Lavrov rappellent la perception archaïque du monde par la Russie post-soviétique. D'où les difficultés russes à communiquer avec le monde externe.

Dans le discours adressé aux étudiants de l'Institut d'Etat des relations internationales de Moscou (MGIMO) en septembre 2007, le ministre russe des Affaires étrangères appelait à construire un « concert des puissances pour le 21^{ème} siècle ». A coté de la Russie, le rôle principal serait joué par les Etats-Unis et l'Union européenne. Dernièrement, dans l'interview susmentionnée pour un journal polonais, le ministre russe a proposé un accord entre la Russie et l'Ouest s'inspirant du modèle des traités de Westphalie de 1648, basés sur la priorité des intérêts nationaux et l'équilibre des forces entre puissances. Il s'est référé aussi à une vieille conception des « zones d'influences ». Construire le monde du 21^{ème} siècle sur la base des

catégories, conceptions et instruments créés il y a des siècles, dans un monde avec des principes et des valeurs différentes, semble irréaliste. « Les zones d'influences », « l'équilibre des forces », interprétés comme un découragement mutuel, appartiennent au passé. Aujourd'hui, il faut parler de coopération, d'intégration, et de « sécurité coopérative ». Nous ne devons pas non plus limiter l'espace de coopération potentielle à la zone étroite des « intérêts nationaux ». Dans le monde contemporain, se différenciant du monde post-Westphalie par la multitude des entités participant à la politique internationale, par l'intensité des interrelations globales et le nombre des défis dépassant les possibilités des pays souverains, nous avons besoin de la voix et de la participation russe dans la formation de notre futur commun. Il faut donc avoir l'espoir que la Russie élaborera une vision internationale moderne et attractive non seulement pour elle-même, mais aussi pour le monde extérieur, adaptée aux besoins du 21^{ème} siècle. La Pologne et l'Union européenne vont certainement l'attendre avec patience.

Note

[1] Interview avec S. Lavrov, Le monde a besoin d'une Russie forte, *Gazeta Wyborcza*, 7 février 2008, p. 22.

Copyright avril 2008-Debsky / www.diploweb.com

P.-S.

Director of The Polish Institute of International Affairs